



Cuba - quel Internet après la mort de Fidel Castro ?

Laure Merland

► **To cite this version:**

| Laure Merland. Cuba - quel Internet après la mort de Fidel Castro ? . 2016. <hal-01616285>

HAL Id: hal-01616285

<https://hal-amu.archives-ouvertes.fr/hal-01616285>

Submitted on 17 Nov 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Cuba - quel Internet après la mort de Fidel Castro ?

Par Laure Merland

Maître de conférences HDR

Membre du LID2MS

Aix-Marseille Université

25 novembre 2016. Fidel Castro s'est éteint à 90 ans. Tous les historiens sérieux ont commenté la mort du dictateur en se demandant ce que l'histoire retiendra de cette figure emblématique du communisme. Mais ce qui est sûr, c'est qu'il a instauré une dictature d'un genre unique, dont la dureté concernant notamment l'exercice de la religion catholique a varié avec les époques et dont la liberté d'information connaissait malgré les restrictions des « fuites » qui auraient pu être réprimées par le régime mais qui ne l'ont pas été. Au demeurant, si la presse n'a jamais été libre à Cuba, si la censure est toujours restée très active, en revanche le peuple, dont le haut niveau d'instruction est mondialement reconnu, n'a jamais cessé de discuter des problèmes rencontrés dans le pays, de façon que l'on peut qualifier de (presque) démocratique. En quelque sorte, si la parole était (presque) libre, la plume demeurerait servile. Parole presque libre parce que les discussions sur les problèmes rencontrés se tenaient aussi bien sur le lieu de travail que dans des réunions « underground », mais qu'hélas la dénonciation était monnaie courante et certains cubains n'hésitaient pas à dénoncer leurs voisins qui auraient tenus des propos contre le régime en place ou contre la famille Castro (source : <http://www.france24.com/fr/20160701-video-cuba-internet-wifi-developpe-lentement-surement-connexion-reseau-castro>).

Cette particularité du régime s'est retrouvée dans la gestion de l'Internet. Si bien que l'on peut se poser la question : de quel degré de liberté les cubains disposaient-ils avec Internet ?

Cuba, Internet et la liberté durant le régime de Fidel Castro. Signalons d'emblée que les cubains n'ont pas été autorisés à avoir une connexion Internet à leur domicile. En revanche, les étrangers ont eu ce privilège, de même que quelques hôtels à condition d'avoir obtenu une autorisation auprès de l'Etasca (<http://www.etecsa.cu/>), unique opérateur du pays. Et le Gouvernement a autorisé quelques salles publiques (118 au total) à faire commerce d'Internet. Ainsi, en organisant interdiction et pénurie de matériel, les cubains ont eu un accès difficile à Internet, et n'ont pas pu créer de sites ou de forums d'informations et de discussions. Le Gouvernement est resté ainsi maître de ce média. D'autant plus que les connexions sont lentes (pas de haut débit) et chères pour les cubains (2 CUC pour une heure) et quasi impossible à réaliser puisque le paiement doit s'effectuer soit en dollar américain soit en devise étrangère. Or, les Cubains ne sont pas censés détenir de peso cubain convertible. Tout au plus peuvent-ils acheter des cartes avec leur identifiant dans les salles publiques (http://www.etecsa.cu/inicio/llamadas_nacionales/)... et prendre le risque de se faire tracer par le Gouvernement si les sites de navigation choisis par l'internaute déplaisent au régime.

Souvent, les cubains ont accès à Internet grâce à des « amis » étrangers, amis car ils qui prennent de sérieux risque en raison des pratiques courantes de dénonciation des voisins.

Mais le propre de l'Internet, y compris à Cuba où l'acte est plus risqué que dans notre partie du monde, c'est le piratage.

Ainsi, les cubains qui disposent d'une carte d'accès sont parfois victimes de piratage par des hackers locaux avides d'informations. Quant aux journalistes, outre un site officiel (<http://www.cubasi.cu/>), ils ne possèdent pas de carte de presse (<http://cuba2013.hautefort.com/tag/internet>) qui leur donnerait une tribune, et diffusent souvent depuis un autre pays, sous un pseudonyme, les informations qui parviendront très difficilement à ceux qui osent prendre le risque de lire des papiers qui gênent le régime castriste. L'envoi de clés USB est monnaie courante pour que les cubains qui depuis 2008 ont le droit d'avoir un ordinateur soient au courant de la situation cubaine. Au demeurant, Cuba n'est pas le seul pays du monde à priver son peuple de son droit naturel à l'information : la Corée du Nord, la Chine, la Birmanie, la Russie... sont dans cette mouvance. Les vraies informations viennent du réseau extranet et n'ont pas d'entrée dans le pays concerné.

Mais la spécificité du régime castriste, c'est cette tolérance ambiguë de l'expression aux frontières de la contestation du régime dans le réseau Intranet (par exemple l'ouverture de sites au moment de la visite du pape, la promesse faite par Raoul Castro que dans cinq ans l'Internet serait libre...). Ainsi pour l'instant et surtout du forum du journal officiel Vanguardia où se trouvent des débats autour de la réalité cubaine, d'un bon niveau de discussion qui fait avancer, certes à tous petits pas, la liberté d'expression...